

Envoyé en préfecture le 11/02/2022

Reçu en préfecture le 11/02/2022

Affiché le

ID : 053-200055705-20220210-DCM_2022_007-AU



Commune de Loiron-Ruillé
13, rue du Docteur Rame
53320 Loiron-Ruillé
RCS Loiron-Ruillé : 200 055 705



SEM Laval Mayenne Aménagements
17, rue de Franche Comté - CS 30512
53005 Laval Cedex
RCS Laval : 555 650 308

COMMUNE DE LOIRON-RUILLÉ

CONTRAT DE MANDAT POUR LA RÉALISATION D'ÉTUDES ET DE TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA ZONE DE LA GUERTIÈRE À LOIRON-RUILLÉ (RÉFÉRENCES :)

CONTRAT DE MANDAT

OBJET DU CONTRAT : Mandat de représentation pour faire réaliser, au nom et pour le compte du Maître de l'ouvrage en application de l'article L300-3 du code de l'urbanisme :

- les études préalables au réaménagement de la zone de la Guertière à Loiron-Ruillé,
- la conduite d'une opération de réaménagement de la zone de la Guertière,
- la réalisation des travaux de réaménagement de la zone de la Guertière.

Le présent mandat est passé directement et sans mise en concurrence en application de l'article L2511-1 du code de la commande publique.

MANDANT : Commune de Loiron-Ruillé

Adresse : 13, rue du Docteur Rame - 53320 Loiron-Ruillé

Représentant du Mandant : M. Bernard BOURGEOIS - Maire

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique :

Copie de l'original, délivrée en unique exemplaire pour être remis à l'établissement de crédit en cas de cession de créances ou de nantissement dans les conditions de l'article R.2191-46 du code de la commande publique.

Date Signature

L'exemplaire unique pourra être remplacé au gré du maître d'ouvrage par le certificat de cessibilité.

Comptable assignataire : SGC LAVAL - Centre des Finances publiques - 26 allée de Cambrai - BP 31323 - 53014 LAVAL CEDEX

Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés au comptable assignataire désigné ci-dessus

Transmis en préfecture le : 11/02/2022

Date de notification le : 11/02/2022

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	OBJET DU CONTRAT.....	7
ARTICLE 2 -	MODIFICATION DU PROGRAMME ET/OU DE L'ENVELOPPE FINANCIERE	
PREVISIONNELLE	7	
ARTICLE 3 -	ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE.....	8
3.1.	Entrée en vigueur.....	8
3.2.	Durée.....	8
ARTICLE 4 -	MISE À DISPOSITION DES INFORMATIONS ET DES LIEUX.....	8
ARTICLE 5 -	ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE.....	9
ARTICLE 6 -	MODE D'EXÉCUTION DES ATTRIBUTIONS - RESPONSABILITE DU MANDATAIRE.....	10
ARTICLE 7 -	DÉFINITION DES CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES DE RÉALISATION DES ÉTUDES ET DES OUVRAGES.....	10
ARTICLE 8 -	ASSURANCES.....	11
ARTICLE 9 -	PASSATION DES MARCHÉS.....	11
9.1.	Mode de passation des marchés.....	11
9.2.	Incidence financière du choix des cocontractants.....	12
9.3.	Rôle du mandataire.....	12
9.4.	Signature du marché.....	13
9.5.	Transmission et notification.....	13
ARTICLE 10 -	SUIVI DES ÉTUDES, AVANT-PROJET, DU PROJET ET DU MODE D'ORGANISATION DU CHANTIER.....	13
10.1.	Suivi des études d'aménagement et des dossiers administratifs.....	13
10.2.	Avant-projet.....	13
10.3.	Projet.....	14
10.4.	Mode d'organisation du chantier.....	14
ARTICLE 11 -	GESTION DES MARCHÉS D'ÉTUDES ET DE TRAVAUX.....	14
ARTICLE 12 -	SUIVI DES TRAVAUX - RECEPTION DE L'OUVRAGE - PRISE DE POSSESSION.....	14
12.1.	Suivi des travaux.....	14
12.2.	Réception de l'ouvrage - Prise de possession.....	15
ARTICLE 13 -	DÉTERMINATION DU MONTANT DES DÉPENSES À ENGAGER PAR LE MANDATAIRE	15
ARTICLE 14 -	RÉMUNÉRATION DU MANDATAIRE - AVANCES.....	16
14.1.	Montant de la rémunération.....	16

14.2. Avance.....	15
14.3. Modalités de règlement.....	16
14.4. Acomptes et solde.....	16
14.5. Délai de règlement et intérêts moratoires.....	17
14.6. Mode de règlement.....	17
14.7. Présentation des factures au format dématérialisé.....	17
ARTICLE 15 - MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE RÈGLEMENT DES DÉPENSES ENGAGÉES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE.....	18
15.1. Avances par le Mandant.....	18
15.2. Conséquences des retards de paiement.....	18
ARTICLE 16 - CONSTATATION DE L'ACHÈVEMENT DES MISSIONS DU MANDATAIRE.....	18
16.1. Sur le plan technique.....	18
16.2. Sur le plan financier.....	19
16.3. En cas de contentieux.....	19
ARTICLE 17 - ACTIONS EN JUSTICE.....	19
ARTICLE 18 - CONTRÔLE PAR LA COLLECTIVITÉ ET COORDINATION DES MISSIONS.....	20
ARTICLE 19 - CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER PAR LA COLLECTIVITE; BILAN ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNELS ; REDDITION DES COMPTES.....	20
ARTICLE 20 - RÉSILIATION – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	21
20.1. Résiliation sans faute.....	21
20.2. Résiliation pour faute.....	21
20.3. Autres cas de résiliation.....	21
20.4. Arrêt de l'exécution des prestations.....	21
ARTICLE 21 - PÉNALITÉS.....	22
ARTICLE 22 - CLAUSES DE RÉEXAMEN.....	22
22.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution.....	22
22.2. Evolution de la réglementation.....	23
22.3. Adaptation du projet.....	23
ARTICLE 23 - PIÈCES À PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT.....	23
ARTICLE 24 - LITIGES.....	23
ARTICLE 25 - DONNÉES PERSONNELLES.....	23
ARTICLE 26 - CONFIDENTIALITÉ.....	24

Envoyé en préfecture le 11/02/2022

Reçu en préfecture le 11/02/2022

Affiché le



ID : 053-200055705-20220210-DCM_2022_007-AU

ARTICLE 27 -	SIGNATURE DU CONTRAT PAR LE MANDATAIRE	24
ARTICLE 28 -	APPROBATION DU CONTRAT PAR LE MANDANT	24
28.1.	Le présent marché se trouve ainsi conclu à la date figurant ci-dessus.....	24
28.2.	Acceptation de l'offre.....	24

ENTRE

Commune de LOIRON-RUILLÉ, collectivité territoriale située au 13, rue du Docteur Rame à Loiron-Ruillé (53320), enregistrée sous le numéro 200 055 705, représentée par Monsieur Bernard BOURGEOIS, Maire en exercice, en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 26 mai 2020.

et désignée dans ce qui suit par les mots "la Collectivité", "le Mandant", ou "le Maître d'ouvrage"

D'UNE PART,

ET

SEM LAVAL MAYENNE AMÉNAGEMENTS

Forme de la société : société anonyme d'économie mixte à conseil d'administration

au capital de 3.829.961,25 €

dont le siège social est à l'hôtel de ville au 2, place du 11 novembre à Laval (53000),

- Immatriculée à l'INSEE :

- Numéro SIRET : 555 650 308 000 11
- Code la nomenclature d'activité française (NAF) : 6820 B

- Numéro d'identification au registre du commerce : 555 650 308

représentée par Monsieur Jean-Marc BESNIER, Directeur Général, en vertu de sa désignation par délibération du conseil d'administration en date du 02 mai 2019.

et désignée dans ce qui suit par les mots "la SEM" ou "le titulaire" ou "le Mandataire".

Compagnie : Mutuelles du Mans Assurances (MMA)

N° Police : 146 939 682

D'AUTRE PART.

PRÉAMBULE

La Commune nouvelle de Loiron-Ruillé, peuplée de 2 745 habitants, a été créée le 1^{er} janvier 2016 par la fusion de deux communes, Loiron et Ruillé-le-Gravelais. Ces dernières sont devenues des communes déléguées.

À l'instar de la nouvelle identité visuelle créée par la nouvelle commune, la municipalité souhaite traduire sa volonté de rassemblement à travers un projet d'aménagement de la zone de la Guertière.

Cette zone est, en effet, à cheval sur les anciennes limites communales. Le projet permettra à terme une jonction entre les deux centres historiques.

Identifié au PLUi, ce secteur à urbaniser comprendrait :

- Une zone à destination d'habitat,
- Une zone destinée à l'implantation du futur SDIS,
- Une zone à destination d'installations, constructions et équipements publics, de sport et de loisirs.

La municipalité a fait appel au CAUE afin de réaliser une traduction spatiale du projet. Une esquisse a été rendue aux élus en novembre 2021 (voir ci-après).

La zone à destination d'installations, constructions et équipements publics, de sport et de loisirs, regroupera notamment :

- trois terrains de football (dont 1 terrain synthétique sous maîtrise d'ouvrage Laval Agglomération),
- un city stade et divers aménagements de loisirs,
- un ensemble associatif et un espace jeunesse,
- et une salle de sports multi activités.

Aujourd'hui, la municipalité souhaite disposer d'un schéma directeur pour l'ensemble de la zone puis passer en phase opérationnelle pour la zone Est (Tranche n°1 – rouge). La zone Ouest (Tranche n°2 – bleue) sera réalisée dans un second temps.



Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et du code de la commande publique, la Collectivité a décidé de déléguer au Mandataire le soin de faire réaliser les ouvrages en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les stipulations du présent contrat.

La Collectivité désigne Monsieur Bernard BOURGEAIS, maire, comme étant la personne compétente pour la représenter pour l'exécution de la présente convention, sous réserve du respect des dispositions du Code général des collectivités territoriales et du code de la commande publique, et notamment pour donner son accord sur les avant-projets, pour approuver le choix des cocontractants, pour autoriser la signature des marchés, pour donner son accord sur la réception et, plus généralement, effectuer tous les actes nécessaires à la réalisation du présent mandat ; la Collectivité pourra à tout moment notifier au Mandataire une modification de ces personnes.

ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT

La Collectivité demande au Mandataire, qui accepte, de faire réaliser, au nom et pour le compte de la dite Collectivité et sous son contrôle, les missions suivantes :

- Montage et dépôt des dossiers de procédures règlementaires et d'urbanisme,
- Réalisation des diagnostics,
- Réalisation des études préalables et opérationnelles,
- Réalisation des actions de concertation et de communication,
- Réalisation des travaux de viabilisation.

Se rapporter au détail des missions listées au sein du mémoire technique annexé.

Elle lui donne à cet effet mandat de la représenter pour accomplir en son nom et pour son compte tous les actes juridiques nécessaires, dans la limite des attributions de la maîtrise d'ouvrage définies à l'article 5 ci-après.

Les missions réalisées devront répondre au programme et respecter l'enveloppe financière prévisionnelle ci-annexés, ces deux documents ayant été approuvés par la Collectivité mais pouvant être éventuellement précisés ou modifiés comme il est dit ci-après à l'article 2.

Il est toutefois d'ores et déjà précisé que la Collectivité pourra mettre un terme à la mission du Mandataire et qu'elle se réserve le droit de renoncer à la réalisation de l'opération, notamment au stade de l'approbation des avant-projets et après la consultation des entreprises ainsi qu'il est dit aux articles 2 et 20.

ARTICLE 2 - MODIFICATION DU PROGRAMME ET/OU DE L'ENVELOPPE FINANCIERE PREVISIONNELLE

Le programme des études et des ouvrages et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle pourront être précisés, adaptés ou modifiés dans les conditions suivantes.

Comme le prévoit l'article 6, le Mandataire veillera au respect du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle par ses cocontractants.

Par ailleurs, il ne saurait prendre, sans l'accord de la Collectivité, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du programme des études et des ouvrages et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et doit informer la Collectivité des conséquences financières de toute décision de modification du programme que celle-ci prendrait. Cependant, il peut et même doit alerter la Collectivité au cours de sa mission sur la **nécessité de modifier le programme et/ou l'enveloppe financière prévisionnelle ou d'apporter des solutions** qui lui apparaîtraient nécessaires ou simplement opportunes, notamment au cas où des événements de nature quelconque viendraient perturber les prévisions faites.

La modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle pourra être proposée à la Collectivité notamment aux stades suivants :

- Approbation des études préalables au réaménagement de la zone de la Guertière ;
- approbation des avant-projets : article 10.
- signature des marchés après consultation : article 9.

Dans tous les cas où le Mandataire a alerté la Collectivité sur la nécessité d'une modification du programme et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et que celle-ci n'a pas pris les décisions nécessaires (réétude des avant-projets, nouvelle consultation, mesures d'économie...), le Mandataire est en droit de résilier le contrat de mandat. Dans ce cas, la Collectivité supportera seule les conséquences financières de la résiliation dans les conditions précisées à l'article 20-1.

ARTICLE 3 - ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

3.1 Entrée en vigueur

La Collectivité notifiera au Mandataire le marché de mandat signé.

Le contrat de mandat prendra effet à compter de la réception de cette notification.

Lorsque le marché est soumis au contrôle de légalité, la collectivité informe le mandataire de la date à laquelle il aura été reçu par le représentant de l'Etat.

3.2 Durée

Sauf en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 20, le présent mandat expirera à l'achèvement de la mission du Mandataire qui interviendra dans les conditions prévues à l'article 16.

Pour l'appréciation de ce terme, il est précisé que le calendrier prévisionnel d'exécution des missions confiées est organisé selon les modalités suivantes :

- Livraison des études préalables pour l'ensemble du site : automne 2022
- Livraison des études opérationnelles pour la zone Est (Tranche n°1 - rouge) : printemps 2023
- Livraison des aménagements de la zone Est : hiver 2024 (uniquement s'il n'y a pas d'étude environnementale)

Le calendrier prévisionnel d'exécution des différentes phases de l'opération figure en annexe du présent contrat.

Le Mandataire n'est pas tenu responsable des retards qui n'auraient pas pour cause sa faute personnelle et caractérisée.

Après l'expiration de sa mission, le Mandataire aura encore qualité pour, le cas échéant, liquider les marchés et notifier les D.G.D.

Il remettra à la fin de ses missions l'ensemble des dossiers afférents à cette opération.

ARTICLE 4 - MISE À DISPOSITION DES INFORMATIONS ET DES LIEUX

Le Mandant s'engage à fournir au Mandataire, dès la notification du mandat, toutes les études en sa possession qui pourraient lui être nécessaires pour l'exécution de sa mission.

Il s'engage à intervenir, le cas échéant, auprès des concessionnaires des services publics, des administrations et des particuliers, afin de faciliter au Mandataire l'accomplissement de sa mission.

La Collectivité, partiellement propriétaire des terrains nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, les mettra à la disposition du Mandataire dès que le contrat de mandat sera exécutoire. Les emprises appartenant à des personnes privées seront mises à disposition, après accord, dans le cadre d'une convention spécifique.

ARTICLE 5 - ATTRIBUTIONS DU MANDATAIRE

Conformément aux dispositions du code de la commande publique et du code de l'urbanisme, la Collectivité donne mandat au Mandataire pour exercer, en son nom et pour son compte, les attributions suivantes qui sont ci-après précisées :

- fixation des conditions du bon déroulement des études d'aménagement et notamment :
 - délimitation du périmètre,
 - analyse du site (topographie, paysage, urbanisme, archéologie, servitude),
 - diagnostics de site (pollution, études environnementales,...),
 - étude de marché,
 - calendrier d'exécution des études et des travaux.
- Le cas échéant, assistance à la concertation préalable à la réalisation d'une opération d'aménagement,
- définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les ouvrages seront étudiés et exécutés, (voir article 7),
- conduite des différentes études nécessaires à la réalisation des projets selon les conditions définies à l'article 18,
- approbation des avant-projets et des études de projet, (voir article 10) et des dossiers administratifs nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement,
- préparation du choix des différents prestataires nécessaires à la réalisation des études et des ouvrages (maîtrise d'œuvre urbaine, diagnostics, géomètre, enquête foncière, études environnementales, SPS, contrôle technique, assureur, etc...), établissement, signature et gestion des contrats,
- préparation du choix des entreprises de travaux et établissement, signature et gestion des dits contrats,
- la préparation du chantier,
- la mise en œuvre des mesures de réductions des nuisances chantier,
- le versement de la rémunération des intervenants (maîtrise d'œuvre, diagnostiqueurs,...) et du prix des travaux et plus généralement de toutes les sommes dues à des tiers (voir article 15),
- l'information relative à la gestion du chantier,
- le suivi du chantier sur les plans technique, financier et administratif, (voir article 11),
- la réception des ouvrages, (voir article 12),
- plus généralement, la conduite d'une mission de coordination de l'ensemble des études confiées à des tiers ainsi qu'une mission de coordination pour la création des ouvrages et accomplissement de tous les actes afférents à ces attributions.

Le détail des tâches résultant de ces attributions est défini en annexe 1.

Il est expressément précisé que la Collectivité se réserve les missions techniques suivantes qui seront accomplies par ses services :

- la communication institutionnelle autour du projet,
- la gestion des demandes de subventions.

ARTICLE 6 – MODE D'EXÉCUTION DES ATTRIBUTIONS – RESPONSABILITÉ DU MANDATAIRE

D'une façon générale :

Dans tous les contrats qu'il passe pour l'exécution de sa mission de mandataire, le Mandataire devra avertir le cocontractant de ce qu'il agit en qualité de mandataire de la Collectivité, et de ce qu'il n'est pas compétent pour la représenter en justice, tant en demande qu'en défense, y compris pour les actions contractuelles.

Le Mandataire veillera à ce que la coordination des intervenants et des entreprises aboutisse à la réalisation des études et des ouvrages dans les délais et l'enveloppe financière et conformément au programme arrêté par la Collectivité. Il ne saurait prendre, sans l'accord du Mandant, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du programme d'études, des ouvrages et/ou de l'enveloppe financière prévisionnelle et doit informer le Mandant des conséquences financières de toute décision de modification éventuelle du programme que celui-ci prendrait.

Il signalera à la Collectivité les anomalies qui pourraient survenir et lui proposera toutes mesures destinées à les redresser.

Il représentera la Collectivité maître de l'ouvrage à l'égard des tiers dans l'exercice des attributions ci-dessus.

Il est précisé que les attributions confiées au Mandataire constituent une partie des attributions du Maître de l'Ouvrage. En conséquence, la mission du Mandataire ne constitue pas, même partiellement, une mission de maîtrise d'œuvre, laquelle est assurée par le maître d'œuvre urbain, les bureaux d'études et techniciens qui en assument toutes les attributions et responsabilités.

Le Mandataire est responsable de sa mission dans les conditions prévues aux articles 1991 et suivants du code civil. De ce fait, il n'est tenu envers le Maître de l'Ouvrage que de la bonne exécution des attributions dont il a personnellement été chargé par celui-ci ; il a une obligation de moyens mais non de résultat. Notamment, le Mandataire ne peut être tenu personnellement responsable du non-respect du programme ou de l'enveloppe financière prévisionnelle, éventuellement modifiés comme il est dit à l'article 2, sauf s'il peut être prouvé à son encontre une faute personnelle et caractérisée, cause de ces dérapages, ceux-ci ne pouvant à eux seuls être considérés comme une faute du Mandataire. Il en serait de même en cas de dépassement des délais éventuellement fixés par la Collectivité.

ARTICLE 7 – DÉFINITION DES CONDITIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES DE RÉALISATION DES ÉTUDES ET DES OUVRAGES

Le Mandataire représentera la Collectivité pour s'assurer du respect du programme des études et des ouvrages et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

À cette fin :

- Il procèdera à la passation des contrats nécessaires à la réalisation des études et des travaux, au nom et pour le compte du Mandant.
- Il coordonnera le suivi des études et des travaux, au nom et pour le compte du Mandant.
- Il préparera, au nom et pour le compte de la Collectivité, les dossiers administratifs nécessaires au lancement de l'opération (étude d'impact, dossier loi sur l'eau, adaptation des documents d'urbanisme, déclaration préalable, permis d'aménager ou dossier de création d'une zone d'aménagement concerté,...) et en assurera le suivi.
- Il représentera, le cas échéant, et sur demande expresse du Mandant pour l'organisation de toute forme de concertation retenue pour la réalisation des ouvrages.
- **Il recueillera et remettra au Mandant** toutes les précisions et modifications nécessaires au programme des études et des ouvrages et à l'enveloppe financière, notamment à l'issue des études d'avant-projet et avant tout commencement des études ou projets.

- **Il représentera le Mandant dans les relations avec les sociétés concessionnaires (Eneus, GDF, etc.)** afin de prévoir, en temps opportun, leurs éventuelles interventions (et, le cas échéant, les déplacements de réseaux).

Pour l'application des dispositions des articles L 554-1 et s. et R 554-1 et s. du Code de l'Environnement relatives aux travaux exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, le mandataire n'est pas le responsable du projet.

Cependant, il est chargé par le mandant de confier cette mission au maître d'œuvre.

- **Il proposera à la Collectivité et recueillera son accord, sur** les modes de dévolution des marchés ainsi qu'il est dit à l'article 9.
- **Il suivra au nom et pour le compte du Mandant** la mise au point du calendrier d'exécution établi par le maître d'œuvre en collaboration avec les entreprises et vérifiera sa compatibilité avec les délais de réalisation souhaités par la collectivité.
- Il fera procéder aux vérifications techniques nécessaires (relevés de géomètre, études de sols, etc.)
- Il fera intervenir un organisme de contrôle technique en cas de besoin ainsi qu'un coordonnateur sécurité santé (SPS),
- Il accompagnera la collectivité pour la constitution des dossiers de demande de subvention.

Pour l'exécution de cette mission, le Mandataire pourra faire appel, au nom et pour le compte de la Collectivité, et avec l'accord de cette dernière, à des spécialistes qualifiés pour des interventions temporaires et limitées. D'ores et déjà la Collectivité autorise l'intervention d'une personne qualifiée pour tous les actes de la compétence d'une profession réglementée ou d'un technicien (géomètres, avocats, huissiers, études de sols ...)

Toutes les dépenses engagées à ce titre sont prises en compte dans le bilan de l'opération.

ARTICLE 8 – ASSURANCES

Le Mandataire déclare être titulaire d'une police d'assurance pour couvrir sa responsabilité civile professionnelle.

Il communique au Mandant, dans un délai de quinze (15) jours suivant la réception de la demande, les attestations justifiant l'étendue des garanties souscrites.

ARTICLE 9 – PASSATION DES MARCHÉS

Les dispositions du code de la commande publique applicables à la Collectivité, sont opposables au Mandataire pour ce qui concerne la passation des marchés conclus au nom et pour le compte de la collectivité dans les conditions particulières définies ci-dessous.

Pour la mise en œuvre des modalités de transmission électronique des candidatures et des offres en application des dispositions des textes précités, le mandataire aura recours à la plateforme suivante : www.marches-securises.fr

9.1 Mode de passation des marchés

Le Mandataire utilisera les procédures de mise en concurrence prévues par le code de la commande publique.

Il remplira les obligations de mise en concurrence et de publicité suivant les cas et les seuils prévus par ces textes et en tenant compte des dispositions suivantes ainsi que de la liste des tâches ci-annexée.

9.1.1 Cas des marchés autres que de maîtrise d'œuvre et procédures particulières

Le Mandataire utilisera librement les procédures d'appel d'offres ouvert ou restreint. Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera aux séances de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le

secrétariat. Après accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le Mandataire conclura le contrat.

En cas de procédure adaptée, le Mandataire proposera à la Collectivité les modalités de mise en concurrence et de publicité adaptées marché à passer. Le Mandataire organise la procédure de passation après validation des modalités proposées par la Collectivité. Après accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le Mandataire conclura le contrat.

En cas de procédure avec négociation, le Mandataire, après avoir satisfait, s'il y a lieu, aux obligations de publicité, assistera le mandant dans l'établissement de la liste des candidats admis à remettre une offre.

Après fixation de cette liste par le mandant, le Mandataire adressera la lettre d'invitation à soumissionner aux candidats et, sur la base des offres initiales reçues, engagera les négociations avec chaque candidat.

Au terme de ces négociations, le Mandataire établira un rapport de négociation qui proposera un classement des offres. Après convocation par la Collectivité, le Mandataire assistera à la séance de la commission d'appel d'offres en vue d'en assurer le secrétariat et de présenter les éléments de son rapport de négociation. Après attribution par la commission et accord de la Collectivité sur la signature du marché par le mandataire, le Mandataire conclura le contrat avec l'attributaire.

Conformément aux dispositions de l'article R.2161-17 du code de la commande publique, le mandataire pourra également indiquer dans l'avis de marché que le marché sera attribué sur la base des offres initiales sans négociation. Le mandataire n'informerait cependant les candidats de la non-mise en œuvre de la négociation qu'après décision en ce sens du représentant du mandant.

En cas de marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables, le Mandataire engagera les négociations avec le candidat.

Au terme de ces négociations, le Mandataire proposera un projet de marché sur la base d'un rapport de négociation qu'il présentera à la collectivité.

Après accord de l'organe compétent de la Collectivité sur l'attribution et la signature du marché par le Mandataire, le Mandataire conclura le contrat.

912. Cas du marché de maîtrise d'œuvre urbaine

Le Mandataire pourra mettre en place, pour la bonne conduite de cette opération, un marché ou un accord-cadre de maîtrise d'œuvre urbaine conformément aux dispositions du code de la commande publique. Si le besoin identifié nécessite le recours à l'accord-cadre, celui-ci sera mono-attributaire et prévoir la passation de marchés subséquents pour l'exécution des prestations (article R2162-2 du code de la commande publique).

Le Mandant approuvera, sur proposition du Mandataire, la procédure de mise en concurrence retenue pour la sélection du maître d'œuvre.

Le Mandataire sera chargé de l'organisation de la procédure de mise en concurrence (envoi de la publicité, réception des plis, demandes de complément, négociation,...).

92. Incidence financière du choix des cocontractants

S'il apparaît que les prix des offres des candidats retenus entraînent un dépassement de l'enveloppe financière prévisionnelle, le Mandataire devra en avertir la Collectivité dans les conditions définies à l'article 2 ci-dessus. L'accord de la Collectivité pour la signature du marché ne pourra alors être donné qu'après augmentation corrélative de l'enveloppe.

93. Rôle du mandataire

Plus généralement, le Mandataire ouvrira les enveloppes comprenant les documents relatifs aux candidatures et à l'offre, en enregistrera le contenu et préparera les renseignements relatifs aux candidatures pour l'analyse de celles-ci par le mandant et le cas échéant une commission d'appel d'offres ou un jury.

S'il le juge utile, le Mandataire est habilité à demander aux candidats de produire ou de compléter les pièces manquantes.

Lors de l'analyse des offres, il prêtera son assistance au dépouillement de celles-ci et au travail préparatoire d'analyse en vue d'une commission d'appel d'offres ou d'un jury.

Il proposera, le cas échéant la composition du jury ou de la commission technique, dont la composition est arrêtée par délibération de la Collectivité.

Il procédera à la notification du rejet des candidatures ou des offres et publiera en tant que de besoin les avis d'attribution, ainsi que les données essentielles des marchés publics conclus.

9.4. Signature du marché

Le Mandataire procédera à la mise au point du marché, à son établissement et à sa signature, après accord de la Collectivité, et dans le respect des dispositions du code de la commande publique.

Les contrats devront indiquer que le Mandataire agit au nom et pour le compte du Mandant.

9.5. Transmission et notification

Le Mandataire transmettra, s'il y a lieu, en application de l'article L 2131-1 du CGCT relatif au contrôle de légalité, au nom et pour le compte de la Collectivité, les marchés signés par lui au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement dans lequel est située la Collectivité. Il établira, signera et transmettra, le rapport établi par lui conformément à l'article R.2184-1 du code de la commande publique.

Il notifiera ensuite ledit marché au cocontractant et en adressera copie à la Collectivité.

ARTICLE 10 – SUIVI DES ÉTUDES, AVANT-PROJET, DU PROJET ET DU MODE D'ORGANISATION DU CHANTIER

10.1. Suivi des études d'aménagement et des dossiers administratifs

Les études d'aménagement et la préparation des dossiers administratifs sont conduites en étroite collaboration avec le Mandant, dans les conditions définies à l'article 18. Le Mandataire représentera si nécessaire le Mandant dans les réunions, visites, etc., relatives au suivi des études. Il veillera à ce que la coordination des prestataires aboutisse à la réalisation des études et à la mise en œuvre des dossiers administratifs dans le respect des délais, de la qualité des prestations et signalera au Mandant les anomalies qui pourraient survenir.

Il s'efforcera d'obtenir des prestataires des solutions pour remédier à ces anomalies, en informera le Mandant et en cas de besoin sollicitera de sa part les décisions nécessaires.

En cas de phases définies par le Mandant, le Mandataire ne pourra engager une phase sans avoir présenté les résultats des études de la phase antérieure ni avoir obtenu l'accord exprès du Mandant sur la poursuite de la réalisation des études dans des délais permettant le respect du délai global prévisionnel fixé pour la réalisation des études.

10.2. Avant-projet

Le Mandataire devra, avant d'approuver les avant-projets, obtenir l'accord de la Collectivité. Cette dernière s'engage à lui faire parvenir son accord ou ses observations, ou le cas échéant son désaccord, dans le délai de trente (30) jours à compter de la saisine.

À l'exception de l'avant-projet définitif, lequel doit faire l'objet d'une validation expresse par le Mandant, à défaut de réponse dans le délai imparti, l'accord de la Collectivité sera réputé acquis à condition que le programme et l'enveloppe prévisionnelle soient respectés.

Le Mandataire transmettra à la Collectivité, avec les avant-projets, une note détaillée et motivée permettant à cette dernière d'apprécier les conditions dans lesquelles le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle sont ou non respectés.

S'il apparaît qu'ils ne sont pas respectés, le Mandataire pourra le cas échéant, alerter la Collectivité sur la nécessité ou l'utilité d'apporter des précisions, ajustements ou modifications à ce programme et/ou à cette enveloppe.

Dans ce cas, la Collectivité devra expressément :

- soit définir les modifications du programme et/ou de l'enveloppe financière permettant d'accepter les avant-projets ;
- soit demander la modification des avant-projets ;
- soit, notamment s'il lui apparaît que le programme souhaité ne peut rentrer dans une enveloppe prévisionnelle acceptable, renoncer à son projet et notifier au Mandataire la fin de sa mission, à charge pour la Collectivité d'en supporter les conséquences financières, comme prévu à l'article 20.1.

10.3. Projet

Sur la base des avant-projets, éventuellement modifiés, et des observations de la Collectivité, le Mandataire fera établir le projet définitif qu'il acceptera au nom et pour le compte de la Collectivité.

10.4. Mode d'organisation du chantier

Préalablement au commencement des travaux, le Mandant approuvera, sur présentation du Mandataire, le mode d'organisation du chantier. Le mandataire devra notamment veiller à limiter les impacts pour les riverains du chantier.

ARTICLE 11 – GESTION DES MARCHÉS D'ÉTUDES ET DE TRAVAUX

Le Mandataire assurera, dans le respect des dispositions visées à l'article 2 ci-dessus, la gestion des marchés au nom et pour le compte de la Collectivité dans les conditions prévues par le code de la commande publique, de manière à garantir les intérêts de la Collectivité.

À cette fin, notamment :

- Il proposera les ordres de service ayant des conséquences financières.
- Il vérifiera les situations de travaux préalablement contrôlées par le maître d'œuvre.
- Il agréera les sous-traitants et acceptera leurs conditions de paiement.
- Il prendra en compte ou refusera les cessions de créances qui lui seront notifiées.
- Il étudiera les réclamations des différents intervenants dans les conditions définies par les contrats et présentera au mandant la solution qu'il préconise en vue d'obtenir son accord préalable à la signature d'un protocole.
- Il proposera les avenants nécessaires à la bonne exécution des marchés et les signera après accord du mandant.
- Il s'assurera de la mise en place des garanties et les mettra en œuvre s'il y a lieu,
- Le Mandataire doit veiller à ne prendre aucune décision pouvant conduire à un dépassement de l'enveloppe financière ou au non-respect du programme des études, notamment lors du traitement des réclamations.

ARTICLE 12 – SUIVI DES TRAVAUX – RECEPTION DE L'OUVRAGE – PRISE DE POSSESSION

12.1. Suivi des travaux

Le Mandataire représentera la Collectivité dans les réunions, visites ... relatives au suivi des travaux. Il veillera à ce que la coordination des entreprises et techniciens aboutisse à la réalisation des ouvrages dans le respect des délais, de la qualité des prestations et des marchés et signalera à la Collectivité les anomalies qui

pourraient survenir. Il s'efforcera d'obtenir des intervenants des solutions pour remédier à ces anomalies, en informera la Collectivité et en cas de besoin sollicitera de sa part les décisions nécessaires.

La Collectivité pourra, sur invitation du mandataire, participer aux réunions de chantiers, notamment pour le traitement de certaines problématiques spécifiques.

Durant l'exécution des travaux, toute modification des ouvrages qui aurait une incidence sur l'entretien et/ou la maintenance ultérieure des aménagements devra faire l'objet d'un accord écrit exprès de la Collectivité.

12.2 Réception de l'ouvrage - Prise de possession

Après achèvement des travaux, il sera procédé à la réception des travaux et à la livraison des ouvrages au Mandant, selon les modalités suivantes :

- Opérations préalables à la réception (OPR) conduites par le Mandataire,
- Réception des travaux par le Mandataire. Le Mandataire ne pourra notifier aux entreprises sa décision relative à la réception de l'ouvrage qu'avec l'accord exprès de la Collectivité sur le projet de décision. La Collectivité s'engage à faire part de son accord dans un délai compatible avec celui de trente (30) jours fixé à l'article 41-3 du C.C.A.G. applicable aux marchés publics de travaux.
- Remise des ouvrages au Mandant.

En cas de réserves lors de la réception, le Mandataire invite la Collectivité aux opérations préalables à la levée de celles-ci.

La Collectivité, propriétaire de l'ouvrage au fur et à mesure de sa réalisation, en prendra possession dès la réception prononcée par le Mandataire (ou des différentes réceptions partielles en cas de livraison échelonnée). À compter de cette date, elle fera son affaire de l'entretien des ouvrages et, en cas de besoin, de la souscription des polices d'assurance que, le cas échéant, elle s'oblige à reprendre au Mandataire.

ARTICLE 13 - DÉTERMINATION DU MONTANT DES DÉPENSES À ENGAGER PAR LE MANDATAIRE

Le montant des dépenses à engager par le Mandataire pour le compte du Mandant est évalué à 1.700.000,00 € toutes taxes comprises (valeur janvier 2022) ; son montant définitif sera déterminé en tenant compte de toutes les dépenses constatées par le Mandataire pour la réalisation de l'ouvrage.

Ces dépenses comprennent notamment :

- Les études d'aménagement et les prestations nécessaires à leur réalisation (diagnostic,...) ;
- La préparation des dossiers administratifs et le suivi des procédures en résultant ;
- les études techniques des ouvrages ;
- les coûts de déménagements des objets existants ;
- le coût des travaux de réalisation des ouvrages, incluant notamment toutes les sommes dues aux intervenants (maître d'œuvre, contrôle technique,...) et entreprises à quelque titre que ce soit ;
- les coûts liés à la communication chantier ;
- les surcoûts des mesures de réduction des nuisances chantier ;
- les impôts, taxes et droits divers susceptibles d'être dus au titre de la présente opération ;
- le coût des éventuelles assurances-construction et de toutes les polices dont le coût est lié à la réalisation de l'ouvrage, à l'exception des assurances de responsabilité du Mandataire ;
- les charges financières que le Mandataire aura éventuellement supportées pour préfinancer les dépenses ; celles-ci seront calculées comme prévu à l'article 15 ci-après ;
- et, en général, les dépenses de toute nature se rattachant à la passation des marchés, à l'exécution des travaux et aux opérations annexes nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, notamment : sondages, plans topographiques, arpentage, bornage, les éventuels frais d'instance, d'avocat, d'expertise et indemnités ou charges de toute nature que le Mandataire aurait supportés et qui ne résulteraient pas de sa faute lourde.

ARTICLE 14 – RÉMUNÉRATION DU MANDATAIRE – AVANCES

14.1. Montant de la rémunération

Le montant de la rémunération forfaitaire telle qu'elle résulte de la décomposition de l'état des prix forfaitaires est de :

Montant HT : 38.825,00€

TVA au taux de 20% – Montant : 7.765,00€

Montant TTC : 46.590,00 €

Montant TTC (en lettres) : Quarante-six mille cinq cent quatre-vingt-dix euros

La décomposition du prix global et forfaitaire annexé à la présente convention détaille la rémunération du mandataire pour les différentes étapes de réalisation du projet.

La rémunération du Mandataire est ferme et non actualisable.

14.2. Avance

Le présent mandat ne donne pas lieu au versement d'une avance.

14.3. Modalités de règlement

Les modalités de règlement retenues pour chaque étape sont, en valeur de base du contrat, les suivantes :

- 20% après attribution du marché de maîtrise d'œuvre et réception des diagnostics préalables,
- 20% après réception des études d'avant-projet (tranches n°1 et n°2),
- 20% après dépôt des dossiers des procédures (réglementaires, d'aménagement) et retenue des entreprises de travaux (tranche n°1),
- Le solde après achèvement des travaux et réception des prestations du mandataire, dans les conditions prévues par l'article 16 du présent mandat. Le solde est versé dans un délai de trente jours suivant la réception des prestations du mandataire, sur présentation de la facture correspondante.

14.4. Acomptes et solde

Le règlement des sommes dues au Mandataire au titre des attributions qui lui sont confiées fera l'objet **d'acomptes** calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état, dans les conditions ci-après définies.

À l'expiration de la mission du Mandataire telle que définie à l'article 16 ci-dessous, il sera établi un décompte général fixant le montant total des honoraires dues au Mandataire au titre de la convention.

Le **décompte périodique** correspond au montant des sommes dues au Mandataire depuis le début du marché jusqu'à l'expiration du mois considéré, ce montant étant évalué en prix de base. Il est établi sur un modèle accepté par le Maître de l'Ouvrage, en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la mission à régler, compte tenu des prestations effectuées ;
- les pénalités appliquées ;
- les primes accordées ;
- l'application de la révision des prix, s'il y a lieu ;
- les intérêts moratoires éventuellement dus à la fin du mois.

Le Maître de l'Ouvrage dispose de quinze (15) jours pour faire connaître, par écrit, au Mandataire, les modifications éventuelles qui ont conduit au décompte retenu par lui. Le Mandataire dispose ensuite de quinze

jours pour faire connaître ses observations, mais le litige ne doit conduire à aucun retard dans le paiement de l'acompte du mois "m".

14.5. Délai de règlement et intérêts moratoires

Le délai de paiement des acomptes est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande d'acompte par le Maître de l'Ouvrage.

Le mandataire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Le délai de paiement du solde est de trente (30) jours à compter de la réception par le mandant du projet de décompte.

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur Chorus Pro.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

14.6. Mode de règlement

Le Maître de l'Ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent contrat par mandat administratif établi à l'ordre du mandataire.

14.7. Présentation des factures au format dématérialisé

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Ces informations seront transmises au titulaire par les services du pouvoir adjudicateur.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

La transmission se fait, au choix du titulaire, par :

- un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique CHORUS PRO. La transmission de factures selon le mode « flux » s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS ;

- un mode « portail » nécessitant du titulaire soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet, soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret précité. La transmission de factures selon le mode portail s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'Etat à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.
- un mode « service », nécessitant de la part du titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Il est précisé que l'utilisation par le titulaire de l'un de ces modes de transmission n'exclut pas le recours à un autre de ces modes dans le cadre de l'exécution d'un même contrat ou d'un autre contrat.

ARTICLE 15 – MODALITÉS DE FINANCEMENT ET DE RÈGLEMENT DES DÉPENSES ENGAGÉES AU NOM ET POUR LE COMPTE DU MANDANT PAR LE MANDATAIRE

Le Mandant supportera seul la charge des dépenses engagées par le Mandataire, telles que déterminées à l'article 13 ci-dessus.

Le Mandant avancera au Mandataire les fonds nécessaires aux dépenses à payer ou lui remboursera les dépenses payées d'ordre et pour compte dans les conditions définies ci-après.

15.1 Avances par le Mandant

Le Mandant s'oblige à mettre à la disposition du Mandataire les fonds nécessaires au paiement des dépenses à payer, antérieurement à ce paiement.

À cet effet, il versera :

- dans le mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, une avance égale à 15 % du montant TTC de l'enveloppe prévisionnelle ;
- Lorsque le Mandataire pourra justifier d'une consommation de l'avance initiale à hauteur de 80%, une avance correspondant aux besoins de trésorerie du Mandataire durant les trois prochains mois établie sur la base du compte-rendu financier périodique établi par le Mandataire en application de l'article 4.4.
- L'avance consentie sera ensuite réajustée périodiquement tous les trois (3) mois.
- le solde, dans le mois suivant la présentation des Décomptes Généraux et Définitifs (D.G.D).

En cas d'insuffisance de ces avances, le Mandataire ne sera pas tenu d'assurer le paiement des dépenses sur ses propres disponibilités.

Tous les produits financiers qui pourraient être dégagés à partir de ces avances figureront au compte de l'opération.

15.2 Conséquences des retards de paiement

En aucun cas le Mandataire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences du retard dans le paiement des entreprises ou d'autres tiers du fait notamment du retard de la Collectivité à réaliser les avances nécessaires aux règlements, ou de délais constatés pour se procurer les fonds nécessaires au préfinancement qui ne seraient pas le fait du Mandataire.

ARTICLE 16 – CONSTATATION DE L'ACHÈVEMENT DES MISSIONS DU MANDATAIRE

16.1 Sur le plan technique

Sur le plan technique, le Mandataire assurera sa mission jusqu'à la plus tardive des dates suivantes :

- Approbation par le Mandant de la dernière des études confiées au Mandataire,



- expiration du délai initial de la garantie de parfait achèvement sans tenir compte de la prolongation éventuelle de ce délai pour le dernier des ouvrages réalisés.

Au cas où des réserves auraient été faites à la réception ou des désordres dénoncés pendant la période de parfait achèvement, il appartiendra au Mandataire de suivre la levée de ces réserves ou la réparation des désordres jusqu'à l'expiration de la période initiale de parfait achèvement. Le Mandataire adressera à la Collectivité copie du procès-verbal de levée des réserves ou désordres.

Toutefois, au cas où la levée de ces réserves ou la réparation de ces désordres n'auraient pas été obtenues à l'expiration de la période initiale de parfait achèvement, la mission du Mandataire sera néanmoins terminée et il appartiendra à la Collectivité de poursuivre le suivi de ces levées ou de ces réparations.

Après remise du rapport final du mandataire sur la réalisation des études ou à l'issue de la période initiale de parfait achèvement pour le dernier des ouvrages réceptionnés, le Mandataire demandera à la Collectivité le constat de l'achèvement de sa mission technique. La Collectivité notifiera au Mandataire son acceptation de cet achèvement dans le délai d'un (1) mois suivant la réception de la demande formulée par le Mandataire. À défaut de réponse dans ce délai, cette acceptation sera réputée acquise.

16.2. Sur le plan financier

16.2.1. Reddition des comptes de l'opération

L'acceptation par la Collectivité de la reddition définitive des comptes vaut constatation de l'achèvement de la mission du Mandataire sur le plan financier et quitus global de sa mission.

Le Mandataire s'engage à notifier, par lettre recommandée avec accusé de réception à la Collectivité, cette reddition définitive des comptes au plus tard dans le délai d'un (1) an à compter du dernier décompte général et définitif des cocontractants, et ce indépendamment des redditions de comptes partielles et annuelles prévues à l'article 19.

La Collectivité notifiera son acceptation de cette reddition des comptes dans les trois (3) mois, cette acceptation étant réputée acquise à défaut de réponse dans ce délai.

16.2.2. Décompte général des honoraires du mandataire

Dès notification de l'acceptation de la reddition des comptes de l'opération par la Collectivité, le Mandataire présentera son projet de décompte final de ses honoraires à la Collectivité.

Celle-ci disposera d'un délai de quarante-cinq (45) jours pour notifier au Mandataire son acceptation du décompte qui devient alors le décompte général et définitif.

À défaut de notification ou de contestation dans ce délai, le projet de décompte final deviendra définitif.

16.3. En cas de contentieux

S'agissant de la mission prévue à l'article 17 relative à la représentation en justice de la Collectivité, la constatation de l'achèvement de cette mission particulière du Mandataire interviendra :

- du fait de l'achèvement de la mission technique dans les conditions prévues à l'article 16.1 ;
- ou, le cas échéant, du fait de l'obtention avant cette date d'une décision de justice définitive ;
- ou, le cas échéant, du fait de la décision de la Collectivité de mettre fin avant cette date à sa représentation en justice ;

ARTICLE 17 – ACTIONS EN JUSTICE

Le Mandataire représentera la Collectivité en justice, tant en demande qu'en défense, pour toute action contractuelle liée à l'exécution d'un marché par elle signé ; en revanche, le Mandataire ne pourra agir en justice pour une action en responsabilité biennale et décennale.



La présente délégation prendra fin à tout moment sur simple décision, dûment notifiée, de la Collectivité et au plus tard à l'achèvement de la mission technique du Mandataire. À cette date, la Collectivité se substituera au Mandataire dans les procédures engagées.

La délégation ne fait pas obstacle au droit pour le Mandant d'agir lui-même, tant en demande qu'en défense.

ARTICLE 18 - CONTRÔLE PAR LA COLLECTIVITÉ ET COORDINATION DES MISSIONS

Pour l'exécution de la présente opération, des instances de coordination sont rendues nécessaires du fait de la répartition des missions convenues entre le Mandataire et la collectivité. Ainsi, un comité de pilotage et un comité technique de suivi seront constitués pour assurer le suivi de l'exécution des études et des ouvrages.

Les parties déterminent les conditions de fonctionnement du comité de pilotage et du comité technique dans un délai de deux (2) mois suivant la prise d'effet du présent mandat.

ARTICLE 19 - CONTROLE COMPTABLE ET FINANCIER PAR LA COLLECTIVITE; BILAN ET PLAN DE TRESORERIE PREVISIONNELS ; REDDITION DES COMPTES

Le Mandataire accompagnera toute demande de paiement en application de l'article 15 des pièces justificatives correspondant aux dépenses engagées d'ordre et pour compte de la Collectivité mandante.

En outre, pour permettre à la Collectivité mandante d'exercer son droit à contrôle comptable, le Mandataire doit :

- tenir les comptes des opérations réalisées pour le compte de la Collectivité dans le cadre de la présente convention d'une façon distincte de sa propre comptabilité ;
- adresser tous les six (6) mois au Mandant un compte-rendu financier comportant notamment, en annexe :
 - un bilan financier prévisionnel actualisé faisant apparaître d'une part l'état des réalisations en dépenses (et en recettes le cas échéant), et d'autre part, l'estimation des dépenses (et, le cas échéant, des recettes) restant à réaliser ;
 - un plan de trésorerie actualisé faisant apparaître l'échéancier des dépenses (et des recettes éventuelles) ;
- au cas où ce bilan financier ferait apparaître la nécessité d'évolution de l'enveloppe financière prévisionnelle qui n'aurait pas déjà fait l'objet de l'application de l'article 2 ci-dessus, en expliquer les causes et si possible proposer des solutions ;
- adresser chaque année avant le 31 octobre au Mandant un budget prévisionnel ainsi qu'un plan de trésorerie pour l'année suivante ;
- adresser au fur et à mesure du déroulement de l'opération, et au moins une fois par an avant le 15 janvier de l'exercice suivant, à la Collectivité, une reddition des comptes. Cette dernière récapitulera l'ensemble des dépenses acquittées pour le compte de la Collectivité au cours de l'exercice passé, en spécifiant celles qui ont supporté la TVA qui sera isolée, ainsi qu'éventuellement, les recettes encaissées pour son compte. Les copies des factures portant la mention de leur date de règlement seront jointes à l'appui de cette reddition de comptes ;
- établir en temps utile les états exigés par l'Administration pour les dépenses ouvrant droit au FCTVA ;
- remettre un état récapitulatif de toutes les dépenses et, le cas échéant, des recettes, à l'achèvement de l'opération.



ARTICLE 20 – RÉSILIATION – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

20.1. Résiliation sans faute

La Collectivité peut résilier sans préavis le présent contrat, notamment au stade de l'approbation des avant-projets et après la consultation des entreprises ainsi qu'il est dit aux articles 1, 2, 9 et 10.

Elle peut également le résilier pendant la phase de réalisation des travaux, moyennant le respect d'un préavis de trois mois.

Dans le cas d'application du dernier paragraphe de l'article 2 ci-dessus, le Mandataire est en droit de demander la résiliation de la convention.

Dans tous les cas, la Collectivité devra régler immédiatement au Mandataire la totalité des sommes qui lui sont dues en remboursement des dépenses et frais financiers engagés d'ordre et pour compte et à titre de rémunération pour la mission accomplie.

Elle devra assurer la continuation de tous les contrats passés par le Mandataire pour la réalisation de sa mission et faire son affaire des éventuelles indemnités dues pour résiliation anticipée des dits contrats.

En outre, le Mandataire aura droit à une indemnité forfaitaire fixée à 5% de la rémunération dont il se trouve privée du fait de la résiliation anticipée du contrat, le cas échéant majorée dans le cas où le Mandataire justifie d'un préjudice supérieur.

20.2. Résiliation pour faute

20.2.1 En cas de carence ou de faute caractérisée du Mandataire, après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai d'un mois, la convention pourra être résiliée sans préjudice de l'application des pénalités prévues au présent contrat.

20.2.2 En cas de carence ou de faute caractérisée du Mandant, le Mandataire pourra saisir le juge d'une demande en résiliation et/ou réparation du préjudice subi.

20.3. Autres cas de résiliation

20.3.1 En cas de non-respect, par le mandataire, des obligations visées à l'article 22 ci-dessous relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique justifiant qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner aux marchés publics et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du mandataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le mandataire dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

20.3.2 : En cas d'inexactitude des renseignements, fournis par le mandataire, mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché sera résilié sans mise en demeure aux frais et risques du mandataire.

20.4. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, les missions confiées au mandataire étant scindées en plusieurs parties techniques durant les études préalables et la préparation des dossiers administratifs, lesquelles sont exécutées de manière distincte, la Collectivité pourra, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, décider de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. L'arrêt des prestations est soumis aux conditions suivantes :

- L'arrêt de la prestation intervient à l'issue d'une partie technique (étude, dossier administratif) clairement identifiable,
- L'arrêt des prestations ne peut pas être décidé après l'engagement des travaux,

- **Par dérogation à l'article 22 du CCAG-PI**, l'arrêt des prestations, lequel entraîne la résiliation du marché, donne droit au titulaire au bénéfice de l'indemnité de résiliation forfaitaire prévue à l'article 20.1

ARTICLE 21 – PÉNALITÉS

Sans préjudice des cas de résiliation pour faute du Mandataire visés à l'article 20.2, le Mandataire sera responsable de sa mission dans les conditions précisées aux articles 2 et 6.

En cas de manquement du Mandataire à ses obligations, le Mandant se réserve le droit de lui appliquer des pénalités sur sa rémunération telles que fixées pour les cas visés ci-dessous ou à déterminer par les parties en fonction de l'importance des fautes commises et du préjudice subi. Dans ce dernier cas, à défaut d'accord entre les parties, les pénalités seront fixées par le juge.

Au cas où le cumul de ces pénalités excéderait 10% du montant de la rémunération hors TVA, la convention pourra être résiliée aux torts exclusifs du Mandataire sans préjudice d'une action en responsabilité du Mandant envers le Mandataire.

Ces pénalités forfaitaires et non révisables seront applicables selon les modalités suivantes :

- En cas de retard dans la remise des documents visés à l'article 19 par rapport aux délais fixés à ce même article : 150€ par jour de retard ;
- En cas de retard dans la reddition définitive des comptes de l'opération prévue à l'article 16-2.1 : 150€ par jour de retard ;
- En cas de retard de paiement, par la faute du Mandataire, des sommes dues aux titulaires des contrats conclus au nom et pour le compte de la Collectivité, les intérêts moratoires versés restent à la charge exclusive du Mandataire à titre de pénalités.

Lorsqu'un cas de force majeure empêche l'exécution du marché, le titulaire devra justifier de l'impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l'exécution du marché en conséquence de l'évènement qu'il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution des prestations (prolongation des délais, non application des pénalités de retard). Il ne donne droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 22 – CLAUSES DE RÉEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

22.1 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer au maître d'ouvrage la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le maître d'ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

À l'issue de cet examen, le maître d'ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

222. Evolution de la réglementation

Le présent article s'applique en cas d'évolution, en cours d'exécution du marché, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement.

Les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant au marché.

Le titulaire n'aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu'il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) **qu'à la condition qu'il établisse que l'économie du marché se trouve (ou s'est trouvée) bouleversée, le seuil du bouleversement étant fixé à 1/10^e du montant du marché**, tel qu'il résulte, s'il y a lieu, du dernier avenant intervenu.

En ce cas, le maître d'ouvrage **prendra en charge à hauteur de 90%** les dépenses supplémentaires et indemnités dûment justifiées par le titulaire.

223. Adaptation du projet

Le Mandant pourra solliciter l'intégration de modifications, substantielles ou non, pour permettre la mise en œuvre des études et travaux confiés en vertu du présent mandat, afin notamment :

- d'intégrer des évolutions techniques ou réglementaires opposables au projet,
- de gérer des sujétions imprévues liées à l'exécution des travaux (découverte de réseaux, pollution...).

Dans ce cas, la commune de Loiron-Ruillé pourra solliciter la passation d'un avenant au présent mandat afin de prendre en compte les incidences financières résultant de ces changements.

ARTICLE 23 – PIÈCES À PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

Le cocontractant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les conditions prévues au règlement de consultation.

Le cocontractant s'engage également à produire, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination, ou résiliation du contrat.

ARTICLE 24 – LITIGES

Tous les litiges seront de la compétence du Tribunal administratif de Nantes.

ARTICLE 25 – DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (Règlement Général

sur la Protection des Données dit « RGPD ») et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 (relative aux libertés d'information et libertés »).

ARTICLE 26 - CONFIDENTIALITÉ

Les Parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations, documents ou éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel ne soient divulgués.

Le Mandataire informe, le cas échéant, ses sous-traitants ainsi que tous les intervenants (maître d'œuvre,...) des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent pour l'exécution du présent mandat.

ARTICLE 27 - SIGNATURE DU CONTRAT PAR LE MANDATAIRE

Fait en un seul original.

À Laval le 10 février 2022

Mention manuscrite : "lu et approuvé"

Signature du Mandataire

le Directeur,

Jean-Marc BESNIER

lu et approuvé



ARTICLE 28 - APPROBATION DU CONTRAT PAR LE MANDANT

28.1 Le présent marché se trouve ainsi conclu à la date figurant ci-dessus.

Montant HT : 38.825,00€

TVA au taux de 20% - Montant : 7.765,00€

Montant TTC : 46.590,00 €

Montant TTC (en lettres) : Quarante-six mille cinq cent quatre-vingt-dix euros

28.2 Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre,

À Loiron - Ruillé le 14/02/2022

Signature du Maître d'ouvrage

le Maire,

Bernard BOURGEOIS



Envoyé en préfecture le 11/02/2022

Reçu en préfecture le 11/02/2022

Affiché le



ID : 053-200055705-20220210-DCM_2022_007-AU

ANNEXES

- Le plan-guide et le périmètre de l'opération,
- Le bilan d'opération,
- Le planning prévisionnel général souhaité par le Mandant.

